

ACHRS' statement on the International Day for the Total Elimination of Nuclear Weapons

On the International Day for the Total Elimination of Nuclear Weapons, the Amman Center for Human Rights Studies (ACHRS) calls for urgent action to achieve nuclear disarmament. Nuclear weapons threaten humanity and the environment. Their continued existence is fundamentally at odds with the human rights and human dignity that ACHRS works to protect.

The Nuclear Weapons Ban Monitor 2026 estimates that 12,187 nuclear warheads existed at the beginning of 2026. Of these, 9,745 were available for military use; the remainder were retired and awaiting dismantlement. The number available for use continues to rise. [1]

The consequences of nuclear weapons are well documented. By the end of 1945, the atomic bombings had killed an estimated 140,000 people in Hiroshima and 74,000 in Nagasaki, including approximately 38,000 children across the two cities. Survivors subsequently faced increased risks of leukaemia and other cancers. [2]

International Physicians for the Prevention of Nuclear War (IPPNW) cites estimates attributing approximately 430,000 additional cancer deaths by 2000 to atmospheric nuclear testing, with at least two million more projected over the long term. [3] Resources devoted to maintaining and modernising nuclear arsenals should instead support health, education and human well-being.

We recall that allegations concerning weapons of mass destruction served as a pretext for the invasion of Iraq in 2003. ACHRS condemns the Israeli and US military attacks on Iran in June 2025. [4] Such escalation risks encouraging nuclear proliferation and making threats of nuclear use more acceptable.

Political rhetoric compounds these dangers. On 7 April 2026, US President Donald Trump warned Iran that “a whole civilization will die tonight”. [5] On 6 May 2025, Israeli Finance Minister Bezalel Smotrich said that Gaza would be totally destroyed. [6] ACHRS condemns such statements for their disregard for civilian life. Threats of mass destruction must not be normalised.

The devastating effects of nuclear weapons raise profound concerns under international humanitarian law, particularly the protection of civilians. In 1996, the International Court of Justice found the threat or use of nuclear weapons generally contrary to the law of armed conflict, but left unresolved their legality in an extreme case of self-defence involving a State's survival. [7] ACHRS maintains that protecting humanity requires their complete elimination.

The use of artificial intelligence in nuclear and related military systems could increase the risks of miscalculation and escalation, especially if reliance on automated assessments weakens human judgement. Meaningful human control and accountability must be maintained. [8]

ACHRS welcomes efforts to prevent nuclear proliferation and achieve disarmament, including the Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons. These efforts must lead to the verifiable elimination of nuclear arsenals.

ACHRS therefore calls on the United Nations and its Member States to take the following actions

1. Negotiate and conclude a legally binding agreement within five years to place all existing nuclear weapons under the control and supervision of a single United Nations body. The

General Assembly should support negotiations towards this goal. ACHRS urges the next Secretary-General to make it a priority during their first term.

2. Establish a clear timetable, supported by effective verification, for the complete dismantlement of all nuclear arsenals within twenty years.
3. Establish transparent reporting and international monitoring of spending on nuclear weapons, including new expenditure. ACHRS calls on the General Assembly, at its eighty-first session, to adopt a resolution advancing this work as a priority.
4. Redirect resources allocated to developing, maintaining and modernising nuclear weapons towards economic and social development, particularly health and education.
5. Prohibit the use of artificial intelligence in decisions concerning nuclear command, control and launch, and ensure meaningful human control at all times.
6. Promote universal adherence to, and implementation of, the Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons.
7. Encourage the European Union to include conditions in its economic partnerships with States that promote reductions in military budgets.

Eliminating nuclear weapons is an essential step towards a world free of all weapons of mass destruction. The interests of those who profit from war and the arms trade must not take precedence over human rights. Reversing the expansion of arms production, trade and exports would free resources for health, education and development. Governments must resolve disputes through dialogue and build a lasting peace founded on justice.

Français | 26 septembre 2026

Déclaration de l'ACHRS à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires

À l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires, le Centre d'Amman pour les études sur les droits de l'homme (ACHRS) appelle à agir de toute urgence en faveur du désarmement nucléaire. Les armes nucléaires menacent l'humanité et l'environnement. Leur existence même est fondamentalement contraire aux droits humains et à la dignité humaine que l'ACHRS s'emploie à protéger.

Selon le Nuclear Weapons Ban Monitor 2026, le monde comptait environ 12 187 ogives nucléaires au début de 2026. Parmi elles, 9 745 étaient disponibles à des fins militaires ; les autres avaient été retirées du service et attendaient leur démantèlement. Le nombre d'ogives disponibles continue d'augmenter. [1]

Les conséquences des armes nucléaires sont bien documentées. À la fin de 1945, les bombardements atomiques avaient fait environ 140 000 morts à Hiroshima et 74 000 à Nagasaki, dont quelque 38 000 enfants dans les deux villes. Les personnes ayant survécu ont ensuite présenté des risques accrus de leucémie et d'autres cancers. [2]

L'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire (IPPNW) cite des estimations attribuant aux essais nucléaires atmosphériques environ 430 000 décès supplémentaires par cancer jusqu'en 2000, et prévoyant au moins deux millions de décès supplémentaires à long terme. [3] Les ressources consacrées à l'entretien et à la modernisation des arsenaux nucléaires devraient plutôt financer la santé, l'éducation et le bien-être des populations.

Nous rappelons que les allégations relatives aux armes de destruction massive ont servi de prétexte à l'invasion de l'Irak en 2003. L'ACHRS condamne les attaques militaires israéliennes et américaines contre l'Iran en juin 2025. [4] Une telle escalade risque d'encourager la prolifération nucléaire et de banaliser les menaces de recours à ces armes.

La rhétorique politique aggrave ces dangers. Le 7 avril 2026, le président américain Donald Trump a averti l'Iran qu'« une civilisation entière mourra ce soir ». [5] Le 6 mai 2025, le ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, a déclaré que Gaza serait entièrement détruite. [6] L'ACHRS condamne ces déclarations, qui témoignent d'un mépris pour la vie des personnes civiles. Les menaces de destruction massive ne doivent pas être banalisées.

Les effets dévastateurs des armes nucléaires soulèvent de graves préoccupations au regard du droit international humanitaire, notamment de la protection des personnes civiles. En 1996, la Cour internationale de Justice a jugé que la menace ou l'emploi d'armes nucléaires serait généralement contraire au droit des conflits armés, sans trancher le cas extrême de légitime défense mettant en jeu la survie d'un État. [7] L'ACHRS considère que la protection de l'humanité exige leur élimination complète.

L'utilisation de l'intelligence artificielle dans les systèmes nucléaires et les systèmes militaires connexes pourrait accroître les risques d'erreur d'appréciation et d'escalade, notamment si le recours aux évaluations automatisées affaiblit le jugement humain. Un contrôle humain effectif et l'obligation de rendre des comptes doivent être garantis. [8]

L'ACHRS salue les efforts visant à prévenir la prolifération nucléaire et à parvenir au désarmement, notamment le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Ces efforts doivent aboutir à l'élimination vérifiable des arsenaux nucléaires.

L'ACHRS appelle donc les Nations Unies et leurs États Membres à prendre les mesures suivantes

8. Négocier et conclure, dans un délai de cinq ans, un accord juridiquement contraignant plaçant toutes les armes nucléaires existantes sous le contrôle et la supervision d'un seul organe des Nations Unies. L'Assemblée générale devrait soutenir les négociations en ce sens. L'ACHRS exhorte la prochaine personne à exercer les fonctions de secrétaire général à en faire une priorité dès son premier mandat.
9. Établir un calendrier clair, assorti de mesures de vérification efficaces, pour le démantèlement complet de tous les arsenaux nucléaires dans un délai de vingt ans.
10. Mettre en place un système transparent de communication des données et de suivi international des dépenses consacrées aux armes nucléaires, y compris les nouvelles dépenses. L'ACHRS demande à l'Assemblée générale, à sa quatre-vingt-unième session, d'adopter en priorité une résolution faisant avancer ces travaux.
11. Réorienter les ressources consacrées au développement, à l'entretien et à la modernisation des armes nucléaires vers le développement économique et social, en particulier la santé et l'éducation.
12. Interdire l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les décisions relatives au commandement, au contrôle et au lancement des armes nucléaires, et garantir en permanence un contrôle humain effectif.
13. Promouvoir l'adhésion universelle au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires ainsi que sa mise en œuvre.
14. Encourager l'Union européenne à inclure dans ses partenariats économiques avec les États des conditions favorisant la réduction des budgets militaires.

L'élimination des armes nucléaires constitue une étape essentielle vers un monde exempt de toutes les armes de destruction massive. Les intérêts de ceux qui tirent profit de la guerre et du commerce des armes ne doivent pas primer sur les droits humains. Inverser la tendance à l'augmentation de la production, du commerce et des exportations d'armes permettrait de dégager des ressources pour la santé, l'éducation et le développement. Les gouvernements doivent résoudre leurs différends par le dialogue et construire une paix durable fondée sur la justice.

Español | 26 de septiembre de 2026

Declaración del ACHRS con motivo del Día Internacional para la Eliminación Total de las Armas Nucleares

Con motivo del Día Internacional para la Eliminación Total de las Armas Nucleares, el Centro de Amán de Estudios de Derechos Humanos (ACHRS) pide medidas urgentes para lograr el desarme nuclear. Las armas nucleares amenazan a la humanidad y al medio ambiente. Su mera existencia es fundamentalmente incompatible con los derechos humanos y la dignidad humana que el ACHRS trabaja para proteger.

Según el Nuclear Weapons Ban Monitor 2026, a principios de 2026 existían unas 12.187 ojivas nucleares en el mundo. De ellas, 9.745 estaban disponibles para uso militar; las restantes habían sido retiradas del servicio y estaban pendientes de desmantelamiento. El número de ojivas disponibles sigue aumentando. [1]

Las consecuencias de las armas nucleares están bien documentadas. A finales de 1945, los bombardeos atómicos habían causado unas 140.000 muertes en Hiroshima y 74.000 en Nagasaki, entre ellas las de aproximadamente 38.000 niños en ambas ciudades. Posteriormente, los supervivientes presentaron un mayor riesgo de padecer leucemia y otros cánceres. [2]

La Asociación Internacional de Médicos para la Prevención de la Guerra Nuclear (IPPNW) cita estimaciones que atribuyen a los ensayos nucleares atmosféricos unas 430.000 muertes adicionales por cáncer hasta el año 2000 y prevén al menos dos millones más a largo plazo. [3] Los recursos destinados al mantenimiento y la modernización de los arsenales nucleares deberían financiar la salud, la educación y el bienestar de las personas.

Recordamos que las alegaciones relativas a las armas de destrucción masiva sirvieron de pretexto para la invasión de Irak en 2003. El ACHRS condena los ataques militares israelíes y estadounidenses contra Irán en junio de 2025. [4] Esta escalada corre el riesgo de fomentar la proliferación nuclear y normalizar las amenazas de recurrir a estas armas.

La retórica política agrava estos peligros. El 7 de abril de 2026, el presidente de Estados Unidos, Donald Trump, advirtió a Irán de que «esta noche morirá toda una civilización». [5] El 6 de mayo de 2025, el ministro israelí de Finanzas, Bezalel Smotrich, declaró que Gaza quedaría totalmente destruida. [6] El ACHRS condena estas declaraciones por su desprecio hacia la vida de la población civil. Las amenazas de destrucción masiva no deben normalizarse.

Los efectos devastadores de las armas nucleares plantean graves preocupaciones en relación con el derecho internacional humanitario, especialmente con la protección de la población civil. En 1996, la Corte Internacional de Justicia consideró que la amenaza o el empleo de armas nucleares sería generalmente contrario al derecho de los conflictos armados, sin resolver el caso extremo de legítima defensa que comprometiera la supervivencia de un Estado. [7] El ACHRS sostiene que proteger a la humanidad exige su eliminación completa.

El uso de la inteligencia artificial en los sistemas nucleares y los sistemas militares relacionados podría aumentar los riesgos de errores de cálculo y de escalada, especialmente si la dependencia de evaluaciones automatizadas debilita el juicio humano. Deben garantizarse un control humano efectivo y la rendición de cuentas. [8]

El ACHRS acoge favorablemente los esfuerzos para prevenir la proliferación nuclear y lograr el desarme, entre ellos el Tratado sobre la Prohibición de las Armas Nucleares. Estos esfuerzos deben conducir a la eliminación verificable de los arsenales nucleares.

Por consiguiente, el ACHRS insta a las Naciones Unidas y a sus Estados Miembros a adoptar las siguientes medidas

15. Negociar y celebrar, en un plazo de cinco años, un acuerdo jurídicamente vinculante que sitúe todas las armas nucleares existentes bajo el control y la supervisión de un único órgano de las Naciones Unidas. La Asamblea General debería apoyar las negociaciones para alcanzar este objetivo. El ACHRS insta a quien asuma próximamente la Secretaría General a convertirlo en una prioridad durante su primer mandato.
16. Establecer un calendario claro, respaldado por medidas eficaces de verificación, para el desmantelamiento completo de todos los arsenales nucleares en un plazo de veinte años.
17. Establecer un sistema transparente de presentación de informes y seguimiento internacional del gasto en armas nucleares, incluidos los nuevos gastos. El ACHRS pide a la Asamblea General que, en su octogésimo primer período de sesiones, adopte con carácter prioritario una resolución que impulse esta labor.
18. Reorientar los recursos destinados al desarrollo, el mantenimiento y la modernización de las armas nucleares hacia el desarrollo económico y social, especialmente la salud y la educación.
19. Prohibir el uso de la inteligencia artificial en las decisiones de mando, control y lanzamiento de armas nucleares, y garantizar en todo momento un control humano efectivo.
20. Promover la adhesión universal al Tratado sobre la Prohibición de las Armas Nucleares y su aplicación.
21. Alentar a la Unión Europea a incluir en sus acuerdos de asociación económica con los Estados condiciones que favorezcan la reducción de los presupuestos militares.

La eliminación de las armas nucleares es un paso esencial hacia un mundo libre de todas las armas de destrucción masiva. Los intereses de quienes se lucran con la guerra y el comercio de armas no deben prevalecer sobre los derechos humanos. Revertir el crecimiento de la producción, el comercio y la exportación de armas permitiría destinar más recursos a la salud, la educación y el desarrollo. Los gobiernos deben resolver sus diferencias mediante el diálogo y construir una paz duradera fundada en la justicia.

References for all three language versions

[1] Nuclear Weapons Ban Monitor 2026 — publisher's summary of the figures at the beginning of 2026

-
- [2] ICAN — Hiroshima and Nagasaki bombings
 - [3] IPPNW — Humanitarian Impacts of Nuclear Weapons, section on nuclear testing
 - [4] United Nations — UN chief gravely alarmed by US bombing of Iranian nuclear sites, 22 June 2025
 - [5] Senator Ben Ray Luján — statement reproducing President Trump’s words, 7 April 2026
 - [6] The Times of Israel — report of Bezalel Smotrich’s remarks, 6 May 2025
 - [7] International Court of Justice — Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons, advisory opinion of 8 July 1996
 - [8] SIPRI — Pragmatic Approaches to Governance at the Artificial Intelligence–Nuclear Nexus, October 2025
 - [9] United Nations — announcement of the 2023 Human Rights Prize winners
 - [10] RERF — Genetic effects in children of atomic-bomb survivors
 - [11] United Nations Charter — Article 11 and the General Assembly’s role in disarmament
 - [12] United Nations — eighty-first session of the General Assembly